



Communication & Influence

N°158 - Septembre 2024

Quand la réflexion accompagne l'action

Présidentielles américaines de 2020, un "Cover Up" pour preuve de l'influence de l'Etat profond ? Le décryptage de Gérald Olivier

Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

Une campagne de dissimulation – un Cover Up – a été menée en 2020 par l'Etat profond américain pour protéger le clan Biden de révélations gênantes sur des affaires de corruption à grande échelle, impliquant des pays allant de l'Ukraine à la Chine. Telle est la thèse soigneusement documentée soutenue par Gérald Olivier, journaliste et auteur franco-américain, dans son dernier ouvrage Cover Up – Le clan Biden, l'Amérique et l'Etat profond (Konfident, 2023). Décortiquant les éléments du puzzle et les mettant en perspective, il montre que cette campagne de désinformation et manipulation a été orchestrée conjointement "par les élus démocrates du Congrès, par le département de la Justice, par les médias et les réseaux sociaux dominants". A la veille des prochaines élections américaines, et même si Kamala Harris a remplacé Joe Biden, le dossier mérite d'être étudié de près.



Dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes Communication, Gérald Olivier révèle au grand jour ce Cover Up, potentiellement "le plus grand scandale politique de l'histoire des USA." Preuve à ses yeux que "l'Etat profond a sur la société américaine une influence considérable", puisqu'il est "capable de contrer l'exécutif et d'influer sur le résultat d'une élection présidentielle."

Qu'est-ce que l'Etat profond ?

"Etat profond" est la traduction littérale de "Deep State". Je ne saurais vous dire quand cette expression est apparue pour la première fois, mais elle s'est beaucoup popularisée aux Etats-Unis après l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche en 2016. Trump a fréquemment fait référence à l'Etat profond, à la fois pour décrire l'extension tentaculaire des prérogatives du gouvernement, et pour expliquer la nature des obstacles qu'il n'a cessé de rencontrer au cours de son mandat et qui ont freiné, voir bloqué, ses tentatives de réforme.

De cette définition, il découle que pour les opposants à Donald Trump, principalement les Démocrates et leurs sympathisants au sein des médias et des cercles du pouvoir, la notion d'Etat profond est une théorie complotiste. Pour ces gens, l'Etat profond n'existe pas. Il s'agirait d'une invention sortie du cerveau paranoïaque des gens de droite et leur servant de prétexte pour renverser les institutions et se débarrasser de certains acteurs politiques dans leur grand projet de transformation des Etats-Unis en dictature... Théorie qui au passage illustre une forme extrême de complotisme.



La plus belle des ruses du Diable, comme l'a écrit Baudelaire, n'est-elle pas de nous persuader qu'il n'existe pas ? On peut en dire de même pour l'Etat profond. Le souci de tous ceux qui le composent est d'être invisibles. Personnellement je place l'Etat profond sur le même plan que ce qu'on a appelé à une époque le "complexe militaro industriel".

Souvenez-vous, en janvier 1961, juste avant de quitter la Maison Blanche, le président Eisenhower a prononcé un discours télévisé dans lequel il a mis en garde ses concitoyens contre l'existence d'un

En janvier 1961, juste avant de quitter la Maison Blanche, le président Eisenhower a prononcé un discours télévisé dans lequel il a mis en garde ses concitoyens contre l'existence d'un "complexe militaro-industriel" et son influence politique.

"complexe militaro-industriel" et son influence politique, influence voulue et recherchée ou simplement indue, ainsi que la menace que ce complexe représentait contre les libertés et les institutions démocratiques américaines.

Ce "complexe militaro-industriel" était bien réel. Ce n'était pas le fruit d'une imagination complotiste. Les événements des années 1960, et la marche du monde depuis, l'ont démontré. Mais ce n'était pas non plus une organisation structurée avec un siège social et des dirigeants aisément identifiables. Il s'agissait simplement de personnalités

du monde politique, des forces armées et des grandes entreprises américaines avec un intérêt commun et qui étaient capables de travailler dans l'ombre pour servir cet intérêt.

L'Etat profond fonctionne de la même façon. Il se compose de fonctionnaires présents dans les principales administrations de l'Etat – la Justice (donc le FBI), la Défense (l'appareil militaire), le Renseignement extérieur (donc la CIA), l'Education, le Commerce, les Transports, l'Immigration, l'Energie, etc. – ainsi que "d'experts", issus des milieux académiques, auxquels ces fonctionnaires font souvent appel, et de membres des médias, capables de répercuter les points de vue de ces fonctionnaires et experts. On pourrait

rajouter des magistrats et avocats qui, au niveau local, régional, ou fédéral, sont en mesure d'influer sur les comportements, ainsi que les artistes et milieux intellectuels, qui font figure d'autorités morales de circonstance.

Toutes ces personnes ont en commun de participer, de près ou de loin, à la vie politique du pays sans cependant être des élus du peuple. Elles n'ont aucune légitimité démocratique. Elles sont là par le fait du prince, parce qu'elles partagent les idées et les

objectifs du prince et sont capables de les mettre en place. Il existe aux Etats-Unis (et pas seulement aux Etats-Unis en vérité) toute une classe de citoyens, des gens bien éduqués, passés par les meilleures universités, évoluant dans des milieux sociaux aisés et constituant une forme d'élite culturelle et économique qui ont en commun une foi dans le progressisme et dans la légitimité de l'action

redistributrice de l'Etat. Ce sont des gens qui travaillent pour le gouvernement et qui croient aux bienfaits de l'action gouvernementale. Ils occupent des fonctions qui demandent une "neutralité" politique et obligent parfois à un devoir de réserve, mais en vérité ils partagent tous un même idéal – qui se résume à une forme de mondialisme au service des droits de l'homme – qui détermine toutes leurs décisions. Or ces fonctionnaires survivent souvent aux administrations. Les ministres changent mais les administrations ministérielles demeurent... Leur instinct va être de se protéger les uns les autres et de lutter contre quiconque tente de limiter leurs actions et leurs pouvoirs. Ainsi lorsqu'un Donald Trump débarque de nulle part et s'installe à la Maison Blanche avec la volonté affichée de restreindre l'emprise du gouvernement sur la vie quotidienne des Américains, il menace ces personnes dans leur emploi et jusque dans leur raison de vivre. Leur réflexe est donc, d'abord de bloquer son action, et ensuite de l'éliminer. Par tous les moyens. C'est ce à quoi on assiste aux Etats-Unis depuis 2016.

Quelle influence réelle l'Etat profond a-t-il sur la société américaine ?

Une influence considérable et pourtant imperceptible pour certains. L'Etat profond est capable de contrer l'exécutif et d'influer sur le résultat d'une élection présidentielle. Je vais vous donner deux exemples. D'abord la supposée affaire de collusion entre Donald Trump et la Russie entre 2017 et 2019 ; ensuite l'intervention des milieux du renseignement qui a sauvé la campagne présidentielle de Joe Biden en 2020. Je reviens en détails sur cet épisode dans mon dernier livre, *Cover Up* (op.cit.), car il constitue pour moi l'exemple le plus flagrant de l'interférence de l'Etat profond avec le processus démocratique américain.

D'abord l'affaire de collusion avec la Russie.

Pour ceux qui s'en souviennent durant l'été 2016, en pleine campagne présidentielle entre Trump et Hillary Clinton, des articles sont apparus dans la presse évoquant des interrogations, voire des investigations en cours menées par le FBI concernant différents membres de l'équipe de Donald Trump pour de possibles liens avec la Russie. Certains, dont Hillary Clinton, sont allés jusqu'à accuser Donald Trump d'être un "agent russe" ("*Russian asset*" en anglais). Donald Trump a été mis sur écoute. Les communications téléphoniques depuis son appartement de la Trump Tower ont été interceptées par le FBI. Certains de ses collaborateurs ont été inculpés.

Après son élection, le général Michael Flynn, qui était présenté pour devenir le Conseiller à la Sécurité Nationale, a été piégé par le FBI, et pris en délit de parjure, ce qui l'a contraint à renoncer à ce poste. Puis au printemps 2017, un procureur spécial, Robert Mueller, lui-même ancien directeur du FBI, fut nommé pour faire toute la lumière sur cette affaire. Son enquête dura deux ans et coûta près de soixante millions de dollars pour aboutir à une exonération totale de Trump et de son équipe. Mais ce que son rapport n'a pas souligné et qui était pourtant connu dès les premières rumeurs, c'est que le renseignement à l'origine de tout ce branlebas était un faux. Tout est parti d'une campagne de désinformation concoctée et orchestrée par l'équipe de campagne d'Hillary Clinton et financée par le parti démocrate. ■

[suite et fin de l'entretien en p.3]

SUITE DE L'ENTRETIEN

Quand l'Etat profond détourne la démocratie américaine par un *Cover Up*, une entreprise de dissimulation

[suite de la p.2] "Ces derniers ont payé une firme de relations publiques de Washington, du nom de Fusion GPS, pour produire un faux dossier de renseignements sur Donald Trump, l'accusant de liens avec des agents russes et de comportements aberrants (comme d'avoir organisé une "sex-party" avec des prostituées russes lors d'une visite à Moscou et uriné sur un lit où aurait dormi Barack Obama). L'origine frauduleuse du dossier, et la nature mensongère des accusations qu'il contenait ont été identifiées très tôt par le FBI. Dès le printemps 2016. Pourtant ses agents ont poursuivi leur enquête. Ils ont même falsifié certains documents pour obtenir de la part de juges des autorisations d'écoute. Et cela s'est poursuivi pendant trois ans. Certains documents ont révélé depuis que Barack Obama et Joe Biden, président et vice-président jusqu'en janvier 2017, étaient conscients du caractère fallacieux des accusations portées contre Trump, mais qu'ils ont laissé faire, et ce jusqu'à leurs derniers jours à la Maison Blanche.

Cette histoire montre que l'appareil d'Etat, à savoir le FBI et la justice ont été détournés par l'administration Obama et le parti démocrate pour nuire à leurs adversaires politiques républicains. C'est un scandale digne d'une république bananière et une manifestation flagrante de l'impact de l'Etat profond. Sans l'existence d'un sentiment commun d'opposition à Donald Trump, animant tous les acteurs de cette affaire longue et complexe, au sein du gouvernement, elle n'aurait jamais pu se développer.

Ce dossier de collusion supposée avec la Russie a empêché Trump durant les deux premières années de son mandat. Elle l'a empêché d'engager les conseillers dont il souhaitait s'entourer. Elle a donc eu un impact immédiat sur la politique américaine. C'est une forme de coup d'Etat de l'intérieur contre l'exécutif. Malheureusement, les médias étant largement anti-Trump, cette histoire n'a pas reçu l'attention qu'elle aurait méritée. Ni pendant. Ni surtout après. A part quelques corrections parues dans la presse, enfouies au fin fond d'articles obscurs, il n'y a jamais eu la moindre sanction pour tous ceux qui ont menti, qui ont violé la loi, qui ont diffamé Trump ou simplement manqué à leur devoir de réserve durant cet épisode.

Le deuxième exemple concerne la campagne présidentielle de 2020. Il montre, selon moi, que l'Etat profond est capable de changer le résultat d'une élection présidentielle.

Quelques semaines avant le scrutin, le 14 octobre 2020, précisément, le New York Post, quotidien conservateur, a publié un scoop accusant Joe Biden d'avoir entretenu des liens illicites avec les dirigeants d'une compagnie ukrainienne appelée Burisma, quand il était vice-président, pour favoriser les affaires de son fils Hunter, qui était rémunéré par cette firme un million de dollars par an et siégeait au sein de son conseil d'administration. Biden avait même demandé et obtenu le limogeage d'un procureur ukrainien qui enquêtait sur Burisma, pour des soupçons de corruption. Les sources de ces informations provenaient de l'ordinateur personnel d'Hunter Biden. Un ordinateur qu'il avait donné à réparer quelques temps plus tôt, puis oublié chez le réparateur et qui avait fini par être remis au FBI. Hunter traversait alors une période d'intense addiction au crack, une drogue dérivée de la cocaïne, et menait une vie dissolue, d'où l'oubli de cet ordinateur au contenu explosif.

L'existence de l'ordinateur avait été révélée quelques temps plus tôt. Mais le FBI, qui disposait pourtant de l'objet, refusait de confirmer qu'il existait bel et bien. Les démocrates prétendaient au contraire que l'ordinateur était un faux, qu'il n'existait pas, et que tout cela n'était qu'une opération de désinformation montée par la Russie (encore) avec la complicité des gens de Trump (encore).

Dès la parution de l'article du *New York Post*, tous les médias et personnalités relayant l'information ont vu leurs comptes suspendus sur les réseaux sociaux. Jusqu'à celui de Trump lui-même, alors président des Etats-Unis [ndlr : voir ci-après extraits figurant en p.4 et 5]. Surtout, une lettre fut communiquée aux journaux quelques jours plus tard affirmant que l'affaire "avait toutes les caractéristiques d'une opération de désinformation russe". La lettre était signée de cinquante agents du renseignement, en exercice ou en retraite, pro-Démocrates, pour l'essentiel, mais parfois aussi pro-Républicains. Bref cette lettre émanait de très hauts fonctionnaires, supposés neutres, tenus à un devoir de réserve, avec supposément à cœur exclusivement l'intérêt national, et ayant tous prêté serment de "défendre et soutenir la Constitution des Etats-Unis." Or, elle affirmait que l'ordinateur était un faux. Cette lettre avait été citée par Joe Biden pour s'exonérer des accusations portées contre lui et pour accuser son adversaire de mettre son intérêt personnel avant la sécurité nationale. Bref, elle avait totalement retourné la situation.

Biden avait remporté l'élection quelques jours plus tard.

Or, ce qu'on apprit plus tard, c'est que l'ordinateur était bien réel. C'est la lettre qui était un faux. Elle avait été concoctée à la hâte par la campagne de Joe Biden pour l'aider à sauver la face. Ce sont ceux-là mêmes qui accusaient Trump de faire de la désinformation qui se livraient à de la désinformation. Certains le savaient et n'ont rien dit. Ceux qui ont essayé de rétablir la vérité, notamment John Ratcliffe, alors directeur national du renseignement, ont été délibérément ignorés. Tous les détails de l'affaire furent révélés plus tard, après l'élection. D'ailleurs, je les raconte dans mon dernier livre. Mais, à travers cet épisode, le FBI, par son silence, et les agents de l'Etat, ont contribué à altérer le résultat de l'élection présidentielle de 2020. 17% des électeurs (soit vingt-deux millions d'Américain) ont dit par la suite que s'ils avaient su alors, ce qu'ils avait appris ensuite, ils n'auraient pas voté Biden.

Par cette lettre, l'Etat profond – car ses cinquante signataires en sont tous issus et en font tous parti – a détourné la démocratie américaine. Il n'y a pas d'impact plus direct ni plus important."

EXTRAITS

Quand les médias classiques et les réseaux sociaux se font les moteurs d'une opération de Cover Up

Le 14 octobre 2020, le journal conservateur New York Post, publie en première page une photo de Joe Biden aux côtés de son fils Hunter avec ce titre : "Les emails secrets de Hunter Biden." Juste en dessous, on peut lire : "Révélations ; un chef d'entreprise ukrainien remercie Hunter de lui avoir présenté son père, le Veep [vice-président]." Or, depuis le début de ce dossier politico-médiatique, Joe Biden affirme qu'il ne connaît rien des affaires de son fils. L'article du Post contredit cette thèse. Sous l'angle qui nous intéresse ici, à savoir les questions de manipulation et désinformation pour influencer la perception de l'opinion publique, Gérard Olivier montre clairement comment l'Etat profond se ligue – sous ses différentes facettes – pour étouffer le scandale et – surtout – inverser la charge. L'axe choisi est simple : ce serait là une opération de désinformation russe. Les services secrets des Etats-Unis sont à la manœuvre, mais aussi les magistrats et la très grande majorité de ceux qui forment ce que l'on nomme les opinion makers.

Arrêtons-nous ici sur ce que dit Gérard Olivier des grands médias et réseaux sociaux qui vont censurer le New York Post et inverser la charge accusatoire. "Car, si l'article du New York Post est immédiatement repris par la chaîne Fox News et les quelques médias favorables aux Républicains, il est totalement ignoré ou dénigré par tous les autres. Raison invoquée : il s'agit évidemment d'une campagne de "désinformation" orchestrée par la Russie de Vladimir Poutine pour faire élire Donald Trump !" Ci-après, décorticage de l'opération.

[Les extraits des p. 4 et 5 reproduits ici le sont avec l'aimable autorisation de l'auteur et des éditions Konfident. Qu'ils en soient remerciés.]

"Dans la foulée, le New York Times, quotidien de la bourgeoisie bien-pensante, parle d'un article "sans fondement" ("unsubstantiated"). L'adjectif est systématiquement accolé aux mots "allégations" dès qu'il s'agit des accusations portées contre Hunter Biden et son père, ce qui permet bien entendu d'éviter de discuter de la nature des allégations et de détourner l'attention sur l'origine de ces révélations. CNN prend la décision immédiate de ne pas couvrir le sujet. L'ordre vient de tout en haut. Jeff Zucker, le président de la chaîne, et David Chalian, son directeur politique, indiquent lors d'une conférence téléphonique : "Il est évident que nous n'allons pas reprendre l'histoire du New York Post sur Hunter Biden... Je ne pense pas que nous devrions répéter des calomnies infondées simplement parce qu'un canard de droite nous a suggéré de le faire." Au lieu de traiter du fond, CNN se focalise sur la forme, ou plutôt sur la source de l'information, dont il remet en cause la fiabilité. Pour cela, CNN fait appel à un "expert", James Clapper, l'un de ses analystes de géopolitique. Clapper n'est pas neutre. Il fut directeur national du renseignement sous Barack Obama et il déteste Donald Trump. En cela, il est comme chez lui chez CNN. Clapper intervient pour affirmer : "Pour moi, c'est un cas d'école d'une typique opération de la Russie soviétique... Ces emails ont pu être altérés. Tout cela est très curieux." Dans presque tous les médias, c'est haro sur le Post. Le site Newsguard, spécialisé dans le fact-checking, la vérification des informations, écrit que l'article du Post est "une arnaque". La National Public Radio (NPR) parle, elle, de "multiples chiffons rouges" dans le récit du Post et elle ordonne à ses journalistes de ne pas "perdre leur temps" à couvrir un tel sujet.

Au bout du compte, au pays de la liberté d'expression et de la liberté de la presse, le plus vieux quotidien de la plus grande ville se retrouve censuré par tous ses collègues. Tous se mobilisent pour tuer l'information qu'il révèle. Comble de l'ironie, tous le font au nom de la protection de l'information. Une incroyable inversion des valeurs et un détournement de la démocratie opéré par le Parti démocrate, qui dispose désormais aux États-Unis d'une presse à sa botte.

Et pourtant, les révélations du Post sont [...] fondées. Toutes les informations reprises dans l'article proviennent d'un ordinateur dont toutes les personnes correctement informées, ce qui inclut James Clapper, les journalistes de CNN et du Times, savent qu'il existe !"

La censure côté réseaux sociaux

"À 10h20 heure du Pacifique, Twitter suspend le compte du New York Post, bloque tous les accès à l'article et les comptes de tous les internautes qui ont twitté ou retwitté un lien vers cet article. Les comptes ainsi bloqués incluent ceux de la Maison Blanche ! La présidence des États-Unis se retrouve privée de sa liberté d'expression par un censeur trentenaire, Yoel Roth, responsable de la régulation des échanges. Comme le FBI a informé Twitter d'une opération de "piratage et de fuite" à venir, la compagnie peut arguer que les informations diffusées ont été obtenues illégalement et que tous les tweets y faisant référence violent les règles du réseau social relatives à la protection des données privées et à l'utilisation d'informations obtenues illégalement via le piratage de sites ou d'ordinateurs. Les tweets et les comptes peuvent donc être supprimés et suspendus en application des règles de services de la plateforme. Une fois qu'un compte est suspendu, la condition *sine qua non* de sa réouverture est la suppression volontaire par l'internaute lui-même du tweet contenant le lien en question. En quelque sorte, une reconnaissance de faute. Si bien que Twitter ne censure pas. Twitter invite à l'autocensure et impose une autocritique en cas de faute. [...] Facebook, qui a également bénéficié des briefings de sécurité du FBI, réagit avec un tout petit peu plus de modération. La compagnie de Mark Zuckerberg diminue la visibilité de l'article, le temps d'en faire vérifier le contenu par un tiers. Andy Stone, chargé du contrôle de la communication sur Facebook, ne parle absolument pas de l'implication du FBI pour justifier les décisions de la société. Il évoque une "procédure standard". "Dans le prolongement de la politique de Facebook pour réduire la diffusion de la désinformation, nous réduisons la visibilité de telles publications en attendant qu'elles soient vérifiées." Le résultat : les Américains qui ne regardent pas Fox News ne sauront presque rien des révélations du New York Post à propos de la famille Biden. La bombe n'a pas explosé, pas vraiment, ou alors sa déflagration n'a pas atteint Joe Biden. Bien plus tard, un sondage donnera le résultat suivant : si, avant le scrutin de 2020, les Américains avaient su ce qu'ils ont appris depuis sur le contenu de l'ordinateur de Hunter, 17 % affirmant qu'ils n'auraient pas voté pour Joe Biden. Dix-sept pour cent des électeurs de 2020, cela représente 26 millions de voix. Et Joe Biden a gagné avec sept millions de votes d'avance sur Trump..."

[Extraits tirés du chapitre 4 de Cover Up, op. cit. - suite bas de la p.5]

EXTRAITS

Cover Up, opération d'étouffement et trafic d'influence : "potentiellement, le plus grand scandale politique de l'histoire des USA"

Nous reproduisons ci-après l'avant-propos que Gérard Olivier a fait figurer (p.7 et 8) en ouverture de Cover Up (op.cit.). Il est précédé d'une citation, en l'espèce une déclaration de Newt Gingrich, ancien Speaker de la Chambre des représentants, sur la radio WABC, le 1er mai 2022 : "Jamais, la Maison Blanche n'a été marquée par un tel niveau de corruption dans l'histoire américaine. Joe Biden ment allègrement sur le sujet tous les jours. Et parce que les médias veulent le protéger, ils laissent faire et se refusent à mener les enquêtes qui devraient s'imposer". Nous nous trouvons là au cœur de l'une des problématiques majeures de notre Lettre... Laissons donc la parole à Gérard Olivier.

"Ce livre n'est pas une enquête. C'est un exposé, un compte rendu. Tout ce qui y est raconté a déjà été présenté partiellement ailleurs : dans des articles de journaux et de magazines, dans des audiences devant le Congrès américain (Sénat et Chambre des représentants) et dans les rapports qui ont suivi, dans des courriers officiels et même dans quelques livres parus aux États-Unis. Jamais, toutefois, tous ces éléments n'avaient été rassemblés dans un seul ouvrage, présentant l'ensemble des faits et racontant toute l'histoire. Cette histoire est celle des activités financières hautement suspectes de la famille Biden depuis que Joe, le père, est devenu vice-président en 2009. À compter de cette année, son fils Hunter a multiplié les partenariats et les accords commerciaux avec des entités étrangères en Ukraine, en Chine et ailleurs. Ces activités n'étaient pas forcément illégales. Mais tout porte à croire aujourd'hui que Hunter Biden a également monnayé l'accès à son père et qu'il en a tiré profit. Cela porte un nom : trafic d'influence. C'est une forme de corruption, d'autant plus grave que Joe Biden lui-même, devenu depuis président des États-Unis, aurait pu également en tirer un profit financier.

Les activités du fils de Joe Biden auraient mérité des enquêtes poussées de la part de l'administration, de la justice et des médias américains. Cela ne s'est pas produit. Au contraire, tout le monde a fermé les yeux. Ces arrangements ont pu se prolonger et se multiplier avec des conséquences à ce jour inconnues sur la politique internationale de la première puissance du monde. En clair, les activités de la famille Biden ont fait l'objet d'un "Cover Up", d'une campagne de dissimulation. Cette campagne n'a pas cessé. Elle est orchestrée conjointement, mais pas nécessairement de manière coordonnée, par les élus démocrates du Congrès, par le département de la Justice, par les médias et les réseaux sociaux dominants, du *New York Times* à CNN en passant par Facebook. L'objet de ce livre est de raconter cette histoire, qui n'a pas reçu l'écho qu'elle mérite, et de révéler au grand jour ce *Cover Up*. Potentiellement, le plus grand scandale politique de l'histoire des USA."

[suite de la p.4]

"Au lendemain de la parution de l'article choc, Joe Biden participe à une réunion publique télévisée sur la chaîne ABC, modérée par le journaliste politique vedette de ce média, Georges Stephanopoulos. Celui-ci ne pose aucune question à Joe Biden sur les révélations du *Post*. Le 15 octobre toujours, le *New York Times* "titre", non pas sur l'article du *Post*, ou sur Hunter Biden, mais sur la désinformation, manière de retourner la question sans en examiner le fond. Non seulement le *New York Times* s'exonère de prendre en considération les accusations formulées dans l'article, d'en tirer des conséquences sur la candidature de Biden, mais il accuse indirectement son concurrent de disséminer des fausses informations pour aider la campagne de Donald Trump.

Dans la légende de la photo accompagnant l'article, le journal écrit que "Twitter a suspendu le *NY Post* pour avoir publié des informations sans fondement concernant Hunter Biden". L'expression "sans fondement" est claire, elle signifie que ces informations sont sans valeur. Dans le corps de l'article, le journaliste Kevin Roose est plus circonspect, mais il évite toujours de discuter le fond de la question : "Il n'y a pas de preuves que l'article du *New York Post* fasse partie d'une campagne de désinformation. Il y a des doutes sur comment le journal a obtenu ces documents et s'ils sont authentiques." Kevin Roose dédouane totalement les réseaux sociaux : "Il est clair que Facebook et Twitter n'ont pas eu pour intention de limiter la liberté d'expression, mais plutôt d'empêcher une puissance malveillante d'utiliser leurs services pour propager une cyber-attaque et disséminer de la désinformation." Dans un élan de sincérité, le journaliste s'en prend à ceux qui prétendent découvrir tout d'un coup que les réseaux sociaux sont capables de "contrôler" l'information à laquelle les Américains ont accès : "Ne vous y trompez pas, ces applications n'ont jamais été neutres". "Ce ne sont pas des simples conduits d'informations. Ce sont des éditeurs et des décideurs déguisés en ingénieurs... Leurs décisions sont enfouies profondément dans ce qu'ils appellent des "termes de service" et de "standard de communauté", mais en dernier ressort, ce sont les algorithmes qui déterminent ce que l'on voit et ce que l'on lit... Après des années d'inaction, ces compagnies ont enfin décidé de faire le ménage et ce processus est en train de faire enrager ceux qui ont le plus profité de l'ancien système."

"[...] Dans son ouvrage intitulé *Rigged*, consacré à l'élection présidentielle 2020, la journaliste Mollie Hemingway, écrit : "Il est raisonnable de penser que le silence des médias sur Hunter Biden a été un facteur déterminant dans la victoire de Joe Biden." Elle ajoute : "À tous les échelons, les médias et leurs alliés au sein des hautes technologies ["Big Tech"] ont délibérément contrôlé l'information autour des affaires de corruption politique concernant un homme qui est désormais président et qui a fait profiter sa famille de son pouvoir politique en nouant des affaires avec la Chine communiste et avec les oligarques violents et corrompus qui ont émergé des débris de l'Union soviétique. Ils ont caché les informations sur cette corruption par tous les moyens possibles, y compris la censure et la désinformation, à seule fin d'aider Joe Biden à être élu."

[Extraits tirés du chapitre 4 de *Cover Up*, op. cit.]

BIOGRAPHIE

Gérald Olivier est un journaliste et auteur franco-américain. Né en 1959 à Neuilly sur Seine, passé par la Sorbonne pour un DEA de Civilisation américaine, puis par l'Université de Californie pour un Master of Arts en Histoire américaine, Gérald Olivier a été engagé comme journaliste à l'hebdomadaire *Valeurs Actuelles* en 1987, par Raymond Bourguine, fondateur du titre et sénateur de Paris.

Dans les années 1990, Gérald Olivier devient le correspondant américain du groupe Valmonde, basé à San Francisco, sur la Côte Ouest. Il passe douze ans sur place, se marie avec une Américaine, a deux enfants, et acquiert la nationalité américaine. Il rentre en France pour l'an 2000 et devient le rédacteur en chef du mensuel *Spectacle du Monde*, poste qu'il occupe jusqu'en 2011. Quand le titre cesse de paraître, il devient journaliste indépendant spécialiste de l'actualité américaine, pays où il continue de se rendre régulièrement et où il garde des attaches familiales et professionnelles.

En 2017 Gérald Olivier monte sa propre société de communication GéOcom, qui propose des prestations de communication dans de nombreux domaines, y compris celui de la vigne et du vin, monde cher à Gérald Olivier. En effet, à côté de ses activités de journalisme, il est reconnu dans le monde de la sommellerie en France et à l'international, et a été en 2015 l'un des trois premiers sommeliers français à obtenir la Certification de l'ASI (Association de la sommellerie internationale).



Gérald Olivier a publié quatre ouvrages d'histoire et d'actualité sur les Etats-Unis : *Mitt Romney : Pour le renouveau du mythe américain* (Picollec, 2012) ; *Kennedy, le Temps de l'Amérique : comment John et Jackie ont changé le monde* (Picollec, 2013) ; *Sur la route... de la Maison Blanche : le dictionnaire des élections présidentielles américaines* (Picollec, 2020) ; *Cover Up : le clan Biden, l'Amérique et l'Etat profond* (Konfident, 2023). Il est régulièrement sollicité pour commenter l'actualité américaine, contribue au site Atlantico.fr et tient également un blog (voir plus bas)

où il commente l'actualité américaine. Son regard prend en général à revers la pensée-unique internalisée par les grands médias, et il s'efforce de mettre en lumière les nombreuses instances de "mésinformation" voire de désinformation et de manipulation dont se rendent coupables les médias dominants. Gérald Olivier a également été l'un des premiers à mettre en avant la notion "d'Etat profond", instrument du détournement de la démocratie par ses propres acteurs au profit d'un parti unique et d'une pensée unique.

Liens pour en savoir plus : <http://Geraldolivier.canalblog.com/> et Compte twitter @Geraldolivier1

Pour ceux qui s'intéressent à cette thématique du *Deep State*, on signalera le n° dédié que lui a consacré à l'automne 2020 le trimestriel *Front Populaire* dirigé par Michel Onfray sous le titre : *"Lobbies, hauts fonctionnaires, médias, cercles d'influence, réseaux parallèles... L'Etat profond, le vrai pouvoir à abattre."* https://frontpopulaire.fr/revues/n-2-letat-profond_ma3101

L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.

"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé Gérald Olivier va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plate-forme de réflexion.

Bruno Racouchot
Directeur de Comes

Communication & Influence

UNE PUBLICATION DU CABINET COMES

Paris ■ Toronto ■ São Paulo ■ Porto Alegre

Directrice de la publication : Sophie Vieillard

Dessins : Rossana

CONTACT

France (Paris) - North America (Toronto)

South America (São Paulo - Porto Alegre)

bruno@comes-communication.com

www.comes-communication.com



Quand la réflexion accompagne l'action